

Suite à la présentation des priorités de la rentrée, les intentions de la DG ne laissent que peu d'espoir....

**Il est des rendez vous avec la DG où le mépris des salarié.e.s de France travail ne mérite que l'appel à la mobilisation....**

***Les élu·es du CSEC de France Travail :***

- 1. Actent leur opposition aux orientations budgétaires portées par la Direction Générale et dénoncent plus largement l'absence de neutralité de celles-ci sur les choix budgétaires gouvernementaux***
- 2. Dénoncent, les injonctions descendantes et les priorités changeantes qui désorganisent et démobilisent partout les collectifs de travail.***
- 3. Condamnent la stigmatisation des privé·es d'emploi et des plus fragiles et l'utilisation de France Travail comme instrument d'une politique punitive.***
- 4. Réaffirment la nécessité de : - doter France Travail de moyens budgétaires et humains à la hauteur de ses missions, - mettre fin aux réformes injustes de l'assurance chômage, - garantir une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans, - engager une transition écologique juste et une réindustrialisation créatrice d'emplois, - instaurer une justice fiscale taxant les plus hauts patrimoines pour un meilleur financement des services publics, ainsi qu'une véritable évaluation/conditionnalité des aides publiques aux entreprises.***
- 5. Alertent les tutelles et les pouvoirs publics sur la gravité de la situation sociale dans l'établissement : tensions croissantes avec les usagers, perte de sens au travail et risques psychosociaux accrus***
- 6. Exigent un véritable dialogue social autour des orientations et projets de la Direction Générale permettant la prise en compte des propositions, préconisations et alertes des représentants du personnel.***

